

LA FÉDÉRATION UGTA DU SECTEUR HAUSSE LE TON

Menace de grève dans l'agroalimentaire

Les syndicalistes de la Fédération nationale des travailleurs de l'agroalimentaire, affiliée à l'UGTA revendiquent l'ouverture des négociations avec le département de l'agriculture. Dans le cas contraire, une démonstration de force n'est pas à exclure dans les prochains jours. C'est M. Salim Labatcha, le SG de ladite fédération qui en a fait l'annonce hier.

Abder Bettache Alger (Le Soir) - C'est en présence des cadres syndicaux de ladite fédération que le conférencier a entamé son intervention en pointant du doigt le département de l'agriculture, l'accusant d'avoir «entamé un processus de privatisation des entreprises du secteur sans consulter le partenaire social».

Le conférencier, qui a exprimé le refus de la fédération qu'il dirige «au processus de privatisation des entreprises et de l'ouverture de leur capital social pour un partenariat avec le privé», s'est demandé «pourquoi l'opération en question a été enclenchée en ce moment précis».

Le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'agroalimentaire, qui, dans un passé récent, avait soutenu le processus de partenariat avec l'opérateur privé, a surpris plus d'un en annonçant «son opposition à toutes formes de partenariat avec le secteur privé», dont, selon lui, un «grand nombre d'entre eux ne respectent pas les clauses de l'accord passé avec les autorités au sujet de ce partenariat».

M. Salim Labatcha a déclaré que des «résolutions du CPE portant réorganisation du secteur de l'agroalimentaire ne sont pas appliquées» ou encore «des décisions engageant l'avenir de notre secteur sont prises sans aucune consultation du partenaire social, que selon la loi ce genre de procédé suppose un retour à la loi».

Le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'agroalimentaire a également évoqué la «situation que traversent certaines entreprises du secteur, dont les travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires depuis onze mois».

Le secrétaire général de la Fédération nationale des tra-

vailleurs de l'agroalimentaire, forte selon lui de 76 000 travailleurs, brandit la menace d'une grève générale dans le secteur, «si la tutelle campe sur ses positions et refuse d'ouvrir des discussions avec le partenaire social». «Nous sommes prêts à discuter à travers un dialogue serein et responsable où tous les dossiers et questions seront débattus en toute transparence», a-t-il plaidé, en ajoutant que «cette sortie de la fédération n'a d'autres objectifs que de préserver et soutenir les efforts de l'Etat pour faire sortir notre économie de son indépendance du secteur des hydrocarbures».

A. B.



Salim Labatcha, SG de la FNTA.

Photo : NewPress

ILS ORGANISENT DEUX JOURS DE DÉBRAYAGE

Les praticiens de santé publique renouent avec la protesta

Les praticiens de santé publique renouent avec la protestation à partir de la semaine prochaine. Leur syndicat, le SNPSP, appelle à une grève de deux jours les 24 et 25 avril prochains. Un rassemblement national est prévu, au deuxième jour du débrayage, devant le ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière pour dénoncer le blocage du dialogue.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le Syndicat national des praticiens de santé publique a réuni en session extraordinaire son conseil national la semaine dernière. Résultat des résolutions : le syndicat a décidé de revenir à la contestation pour faire aboutir ses revendications. «Conformément aux résolutions du conseil national tenu le 6 avril dernier, et en signe de protestation, le SNPSP appelle à une participation massive des praticiens de santé publique généralistes et spécialistes, médecins, dentistes et pharmaciens, aux deux journées de grève nationale», a publié le syndicat dans son com-

munié. En dehors du service minimum, la grève concerne les activités de soins et de consultations, les activités de prévention, à savoir la vaccination ainsi que les réunions des comités médicaux et des conseils médicaux.

Le syndicat explique son recours au débrayage par le blocage du dialogue avec la tutelle dont la dernière réunion remonte au mois d'octobre dernier.

Dans sa plateforme de revendications, le SNPSP exige l'instauration d'un dialogue permanent, l'installation de représentants du syndicat en qualité de membres aux différents comités nationaux, notamment ceux en relation avec la carrière des praticiens généralistes et spécialistes de santé publique, mise en place de mesures appropriées et effectives pour sécuriser les lieux de travail contre les actes de violences dont sont victimes les professionnels de la santé, l'instauration d'une indemnisation financière des praticiens médicaux «réquisitionnés» pour les examens de fin d'année scolaire et les échéances électorales à l'instar des autres corps de la Fonction publique, la mise en application des termes de l'accord conclu en réunion de conciliation avec la tutelle en mai 2015, appuyés

par les engagements du ministre de la Santé en février 2016, le droit du partenaire social d'apporter des aménagements au statut particulier des praticiens médicaux de santé publique, resté figé depuis 2008, malgré l'avant-projet négocié en commission mixte avec le ministère de tutelle et remis à la Fonction publique en 2011, la préservation d'un reliquat d'ancienneté, sans effet rétroactif financier, pour les praticiens concernés par la non-application de l'instruction du Premier ministre et l'engagement non respecté de leur organiser un concours d'accès au 3^e grade avant décembre 2015, la mise en place de l'arrêté interministériel consacrant le droit à l'alignement, après une formation complémentaire, entre ancien et nouveau diplôme pour médecin dentiste et pharmacien avec classification du doctorat sur la grille des salaires de la Fonction publique, ainsi que l'assainissement de la situation financière induite par l'intégration des praticiens médicaux entre grade de principal et en chef suite au concours organisé en août 2015.

Le ministère de la Santé, de son côté, affirme que le dialogue n'a jamais été interrompu avec l'ensemble des syndicats du secteur.

S. A.

L'AMBASSADEUR D'ITALIE À ALGER :

«L'Algérie est le premier fournisseur de gaz de l'Italie et va le rester»

Ces derniers jours, certains medias ont rapporté des informations indiquant que l'Italie est en train de revoir sa stratégie en matière d'approvisionnement en gaz naturel et que, par conséquent, elle n'a pas l'intention de renouveler son contrat à long terme avec l'Algérie.

Ces médias sont allés jusqu'à désigner le pays de substitution en matière de fourniture de gaz à ce pays, la Libye en l'occurrence. La question a été donc posée à l'ambassadeur d'Italie Pasquale Ferrara lors de son déplacement hier à Boumerdès.

Dans sa réponse, le diplomate situe d'abord le contexte sécuritaire et politique de la région et fait ensuite l'éloge des relations entre son pays et l'Algérie. «Vous avez fait allusion à la Libye. Je dois préciser que nous sommes présents dans ce pays comme nous sommes présents en Algérie, et ce, depuis longtemps. La Libye est dans une situation d'instabilité. Nous sommes engagés avec l'Algérie et d'autres partenaires pour essayer de faciliter un accord consensuel entre différentes composantes de la société

libyenne en vue de reconstruire un Etat qui puisse fonctionner pour ramener la stabilité et la paix dans la région. S'agissant des contrats gaziers, j'ai déjà dit que les relations entre nos deux pays sont et seront stratégiques. Il faut noter, par ailleurs, que ENI, qui s'occupe de l'énergie en Italie, a décidé de façon symbolique, de tenir son conseil d'administration international à Hassi-Messaoud. Ce qui démontre la dimension stratégique qu'ont ENI, en particulier, et l'Italie, en général, pour l'Algérie. Vous avez également mentionné d'autres sources d'énergie, surtout le gaz, et d'autres routes d'approvisionnement qui vont se développer dans les prochaines années. Mais la question de la démultiplication se fait par addition et non pas par soustraction.» L'ambassadeur n'a

pas manqué de rappeler que les relations algéro-italiennes, au niveau de l'énergie, sont historiques et qu'elles remontent au milieu des années 1960. «Henri Matai a été le premier à installer ENI avec en sus une vision stratégique de partenariat et d'amitié. Donc, on va continuer dans cette direction. Les deux entreprises (Eni et Sonatrach, ndlr), il s'agit d'un marché, vont trouver des accords comme on le faisait par le passé. L'Algérie, qui est le premier fournisseur de gaz, va le rester», conclura-t-il ce chapitre.

Questionné sur l'absence de l'Italie dans le secteur algérien de l'automobile qui fait l'actualité favorable à leurs voisins du nord, l'ambassadeur estime que ce secteur est globalisé et la décision d'investir ne dépend pas des seules entreprises italiennes. «Mais je pense que les partenaires des sociétés italiennes sont en prospection en Algérie.»

Avant de visiter l'Inalca de Corso, l'ambassadeur a été reçu par le wali de Boumerdès,

Abderrahmane Madani Fouatih. Les deux responsables auraient discuté des opportunités d'investissements et de création d'entreprises dans les secteurs de l'agroindustriel, le tourisme et la pêche.

Au niveau de Corso, l'ambassadeur a été accueilli par les travailleurs et le gérant Gianluca Guarishi de l'Inalca-Algérie, une entreprise de droit algérien spécialisée dans le secteur de l'agroalimentaire en particulier la filière des viandes. «Vous êtes l'économie réelle et les créateurs de richesses», dira-t-il à l'adresse des travailleurs avant d'ajouter : «Nous pensons que l'entreprise doit avoir un encrage au sein de la communauté où elle active.» Révélant ainsi la dimension sociale que doit avoir toute entreprise.

L'Inalca-Algérie, qui dépend d'un groupe international spécialisé en viande, a mal démarré. Ce faux départ a été la cause d'un conflit avec le partenaire algérien, détenteur de 30% des actions de

l'Inalca, créée à la suite du rachat de l'ex-Enafroid. Depuis la désignation du gérant italien cité plus haut, les travailleurs ont été rassurés et l'on pense à des investissements avec des partenaires étatiques. D'ailleurs, le P-dg du groupe a effectué une visite, la semaine passée, et a pris note du potentiel économique de cette entreprise et a par conséquent donné son feu vert pour des investissements. De plus, la visite du diplomate, hier, est en quelque sorte l'appui des pouvoirs publics italiens aussi bien au groupe italien, propriétaire d'Inalca-Algérie, ainsi qu'aux futurs partenaires algériens, publics, rappelons-le, qui ont décidé de faire du chemin avec la société que dirige Guarishi.

Dans l'immédiat, Gianluca Guarishi, qui a ouvert un espace de vente en détail, a promis pour le mois du Ramadhan des prix de poisson et de viande abordables. «Durant tout le mois, ces prix ne changeront pas», a-t-il promis.

Abachi L.